

Master Droit, Économie, Gestion, mention Droit du patrimoine, spécialité Droit des techniques de l'information et de la communication

RNCP10358 · RNCP · Publiée

L'essentiel

Niveau de qualification	Niveau 7
Sigle	MASTER — Master
Code(s) NSF	128
Code(s) ROME	K1903
Type d'enregistrement	Enregistrement de droit
Date d'échéance	31/10/2019

Certificateur(s)

Université de Poitiers

<http://www.univ-poitiers.fr>

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

A compléter (Reprise)

ACTIVITÉS VISÉES

- Compétences professionnelles : analyser et rédiger des contrats liés à l'information, la communication et la création ; identifier les autorités, organismes, institutions publiques ou privées compétentes ; réaliser du conseil juridique en Droit des TIC ; s'intégrer dans un milieu professionnel: identifier ses compétences et les communiquer, situer une entreprise ou une organisation dans son contexte socio-économique, identifier les personnes ressources et les diverses fonctions d'une organisation, se situer dans un environnement hiérarchique et professionnel

COMPÉTENCES ATTESTÉES

Compétences transversales : travailler en autonomie ; effectuer une recherche d'information ; mettre en œuvre un projet (définir les objectifs et le contexte, réaliser et évaluer l'action) ; réaliser une étude (poser une problématique, construire et développer une argumentation, interpréter les résultats, élaborer une synthèse, proposer des prolongements).

- Compétences techniques : maîtriser le matériel informatique, les logiciels courants et dédiés au traitement de texte, de l'image, des données ; réaliser un site internet (et le gérer en droit) ; réaliser une œuvre multi-média (avec son accompagnement juridique).
- Compétences relationnelles : rédiger clairement, préparer des supports de communication adaptés

prendre la parole en public et commenter les supports, communiquer en langue étrangère ; travailler en équipe : s'intégrer, se positionner, collaborer.

- Compétences juridiques générales : comprendre et maîtriser les matières fondamentales, dans l'environnement national, communautaire et international ; rechercher, analyser et exploiter les textes juridiques dans l'environnement national, communautaire et international (traités, conventions internationales, lois, jurisprudence,...) ; maîtriser le rapport du fait au droit : analyse de situations d'espèce, qualification juridique des faits, recherche de la loi applicable.

- Compétences spécifiques en droit des TIC : comprendre et maîtriser des concepts fondamentaux du droit de la propriété intellectuelle, de l'information et de la communication : de l'audiovisuel, des télécommunications, de l'informatique, du multimédia, d'internet, du commerce électronique, de la presse...
- Compétences professionnelles : analyser et rédiger des contrats liés à l'information, la communication et la création ; identifier les autorités, organismes, institutions publiques ou privées compétentes ; réaliser du conseil juridique en Droit des TIC ; s'intégrer dans un milieu professionnel: identifier ses compétences et les communiquer, situer une entreprise ou une organisation dans son contexte socio-économique, identifier les personnes ressources et les diverses fonctions d'une organisation, se situer dans un environnement hiérarchique et professionnel

Secteur d'activité et type d'emploi

SECTEURS D'ACTIVITÉS

- le secteur de la communication (relation de presse, publicité...)
- le secteur de la communication électronique (internet, commerce électronique)
- le secteur de l'audio-visuel (société de production, société de distribution, chaînes publiques ou privées, de télévision, radio...)
- le secteur des télécommunications
- le secteur informatique
- le secteur juridique

TYPE D'EMPLOIS ACCESSIBLES

Concours de catégorie A de la fonction publique nationale et locale. Juriste.

Documentaliste dans des cabinets d'avocats ou dans les services juridiques d'entreprise.?

Concours IUFM.?

RÉGLEMENTATIONS D'ACTIVITÉ

A compléter (Reprise)

Marché du travail

Indicateurs au niveau des familles professionnelles (FAP) des métiers visés, agrégés au niveau national — France Travail / DARES (open data).

Tension de recrutement (DARES 2024)	Modérée (3/5)
Facteurs principaux	Lien formation-emploi, Manque de main-d'œuvre disponible
Salaire médian (mensuel)	2 600 €
Diplôme le plus fréquent	Diplôme de niveau bac+5 ou plus (doctorat, master ou équivalent) en sciences humaines et droit (58 % des actifs en emploi)
Familles professionnelles (FAP)	L5X91 — Juristes et avocats · tension 3/5 (Modérée)
Projets de recrutement (BMO 2026)	2 886
Jugés difficiles à recruter	38 %
Emplois saisonniers	6 %
Familles professionnelles (FAP)	L5X91 — Juristes et avocats

Voies d'accès

MODALITÉS D'ACCÈS

Formation initiale, Formation continue, Candidature individuelle, VAE

PRÉREQUIS À L'ENTRÉE EN FORMATION

A compléter (Reprise)

COMPOSITION DU JURY — FORMATION INITIALE, FORMATION CONTINUE, CANDIDATURE INDIVIDUELLE, VAE

Membre de l'équipe pédagogique de la spécialité ayant contribué aux enseignements

Base légale

Date d'échéance de l'enregistrement 31/10/2019

Pour plus d'informations

LIEN VERS LE DESCRIPTIF

UFR Droit et des Sciences Sociales

université de Poitiers

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/10358/>